

Le point de vue de Chibli Mallat

Ce qui ne peut plus durer en république islamique d'Iran

Étudiant en première année de droit et assidu du *Monde*, je le lisais religieusement au quotidien. Je me souviens encore de ce titre d'une contribution choc du philosophe communiste Louis Althusser au grand journal sous le titre « Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste ». C'était en avril 1978.



C'était l'époque de Georges Marchais, qui a réussi à transformer le parti des « fusillés » – on dirait aujourd'hui « martyrs » – de la Résistance française antinazie en une parodie d'organisation politique. On sait ce qui advint du parti, il en reste aujourd'hui quelques îlots parsemés en France auxquels les apparatchiks survivants s'accrochent parce qu'ils représentent un bien-fonds : une licence pour le quotidien fondé par Jean Jaurès, illisible depuis belle lurette ; des officines dans des quartiers devenus centraux, et dont la plus-value s'est multipliée exponentiellement. Je ne sais même plus le nom du secrétaire général. Althusser avait vu clair : soit le parti se réforme profondément, soit il disparaît. Il a disparu.

Ainsi de la république islamique d'Iran depuis les élections du 12 juin 2009. Rien ne dérange plus que le refus d'un vote tronqué que la rafle brutale qui s'est incessamment poursuivie depuis. Je suis de ceux qui ne pensent pas que Tian'anmen soit la fin de l'histoire chinoise : le parti au pouvoir à Pékin périra, il implosera comme en URSS, ou explosera par sécession ouïghoure, tibétaine ou autre. En Iran, les choses iront plus vite. Tous les dirigeants de la Révolution verte sont des révolutionnaires de 1978-79, et les plus grands ayatollahs sont opposés au bien moindre *bujat al-Islam* Khamenei, titre que lui avait décerné Khomeiny quelques mois avant sa mort.

À défaut d'une disparition accélérée par les révoltes kurdes ou baloutches, que réformer pour que la république islamique d'Iran survive, c'est-à-dire ne se mue en un cadavre vivant comme l'URSS de Brejnev ou le PCF de Georges Marchais ?

De l'intérieur, le premier plan est celui des prisonniers d'opinion, des hommes tels Sa'id Hajarian et l'ancien vice-président Muhammad Ali Abtahi. Les manifestants qui poursuivent leur révolte dans la mesure du possible les ont déjà portés au devant de l'avenir politique de la république.

Le second plan est un retour sur les élections présidentielles, et le départ d'Ahmadinejad s'il s'avère que les élections ont été manipulées au point d'inverser les résultats. Plus profondément, ce qui ne peut plus durer est institutionnel : le rôle du Conseil

des gardiens dans la réduction de plus de 450 candidats présidentiels à seulement quatre (et celui de milliers de « candidats » au Parlement également interdits de candidature) est insupportable dans tout système minimalement ouvert, et les bévues du leader (*rabbar* en persan) ont exposé la sagesse de la distance salvatrice entre pouvoir politique et hommes de religion. Soit les Iraniens reviennent au système précédent, c'est-à-dire « un conseil de leadership, *shura-ye rabbari* » composé de trois à cinq ayatollahs établis, soit il faut abolir le leadership comme institution et laisser à la société civile chiite le soin de choisir son ou ses dirigeants, comme elle l'a fait avec peu de soubresauts depuis des centaines d'années.

La réforme du régime en Iran est l'affaire des Iraniens. Nous nous devons de soutenir les démocrates non violents parmi eux, dans nos écrits et dans la rue quand ces manifestations leur sont utiles. Nous devons aussi empêcher que les extrémistes israéliens ne s'aventurent dans une confrontation permettant aux gouvernants iraniens sur la défensive de créer une union sacrée qui noiera le poisson domestique. L'action contre Lieberman et consorts en Israël est urgente.

Quant aux institutions et gouvernements étrangers, en sus d'une montée au créneau contre certains dirigeants ouvertement racistes d'Israël tels Lieberman, ils peuvent faire bien plus : à l'ONU comme dans l'Union européenne, ces arrestations et meurtres doivent donner lieu à une enquête internationale, et une organisation respectable et neutre peut examiner de manière scientifique les positions des deux camps dans la crise électorale qui perdure. Les élections présidentielles ne sont plus un lieu particulièrement difficile à comprendre dans la pratique politique contemporaine, et une institution respectée internationalement peut en démêler l'écheveau. Quant à la réforme constitutionnelle, seuls les groupes politiques iraniens peuvent l'entreprendre, à défaut de quoi l'ensemble du système est voué au triste avenir dessiné par Louis Althusser pour ses camarades communistes, lui compris.

Chibli Mallat est Presidential Professor à l'Université de Utah et professeur titulaire de la Chaire Jean Monnet de l'Union européenne à l'USJ. Son *Introduction to Middle Eastern Law* vient de paraître en paperback à Oxford University Press.